

Avis voté en plénière du 19 juin 2018

# Les signes officiels de qualité et d'origine des produits alimentaires (SIQO)

---

## Déclaration du groupe Outre-mer

L'habitude alimentaire des français est, depuis 1986, en constante évolution. De plus, marquer par les différentes crises de ces dernières années, chacun recherche une alimentation saine, sûre et respectueuse des principes de développement durable.

Dans ce contexte, toutes mentions garantissant l'origine et la qualité des produits constituent également d'excellents moyens de lutte contre les concurrences déloyales tout en assurant des revenus équitables aux producteurs.

Cependant, les enjeux sont multiples, il s'agit d'abord, de recréer les conditions de confiance et de compréhension des SIQO chez les consommateurs tout en renforçant l'accompagnement des producteurs dans leurs recherches de structuration.

La principale production sous SIQO dans les Outre-mer est le rhum.

Alors que nos territoires disposent de produits agricoles bruts ou transformés répondant aux mêmes obligations en termes de normes sanitaires, environnementales que ceux de l'Hexagone, ils sont toutefois insuffisamment valorisés tant sur les marchés locaux qu'à destination des marchés extérieurs. Quand, dans le même temps, nos productions sont fortement concurrencées à l'export par les produits issus des pays tiers aux coûts de production nettement moins élevés et non soumis aux mêmes règles sanitaires.

Les Outre-mer dont la dépendance aux importations n'est plus à démontrer, doivent alors répondre aux nécessaires enjeux de la valorisation des productions locales.

Toutefois, l'attractivité de ces produits suppose la structuration des filières en fédérant les acteurs des interprofessions.

Mais surtout, il ne peut y avoir de promotion des produits ultramarins sous SIQO uniquement par des démarches individuelles. L'objectif, en effet, n'est pas de créer des situations concurrentielles entre les Outre-mer mais de créer saines coopérations pour devenir des acteurs puissants capables de répondre à la demande en volume.

Le groupe de l'Outre-mer a voté l'avis.